

Anne-Marie Pailhès (Université Paris X).

La société d'amitié germano-soviétique en RDA (DSF) : une tentative d'approche biographique.

Depuis 1990, de nombreux projets et études portant sur la RDA ont concerné les « organisations de masse » de cet Etat. Pourtant, l'une d'entre elle a été négligée par la recherche qui l'a classée une fois pour toutes au rang d'instrument de propagande du SED : il s'agit de la Société pour l'Amitié Germano-Soviétique (Gesellschaft für Deutsch-Sowjetische Freundschaft) qui a existé de 1947 à 1990¹.

Le relatif désintérêt pour cet aspect important de l'histoire de la RDA (si l'on rappelle qu'à la fin des années 80, un habitant sur trois était théoriquement membre de cette société) s'explique peut-être par l'intérêt limité des archives de ces organisations de masse pour rendre compte de façon vivante de la réalité quotidienne des Allemands de l'Est.

La DSF² est née en zone soviétique d'occupation de la nécessité de lutter contre l'antisoviétisme et la russophobie propagés par l'idéologie du troisième Reich. A une période ultérieure, l'objectif de la DSF fut moins humaniste, même s'il s'agissait officiellement toujours pour elle de faire connaître l'URSS et ses habitants. Son objectif réel était double, à la fois politique et économique : consolider les liens avec l'URSS et renforcer le sentiment d'appartenance des Allemands de l'Est au bloc oriental, au monde communiste.

Il existait déjà une tradition d'amitié germano-russe sous la république de Weimar, à travers deux associations aux affinités communistes. Après guerre, il a donc suffi de réactiver dans un premier temps cette tradition. Les membres pionniers de la société sont répartis en trois groupes : des intellectuels de gauche, des opposants à Hitler d'origine bourgeoise et d'anciens membres des cercles de la République de Weimar.

En 1947, prenant la suite de divers cercles d'étude qui s'étaient formés spontanément, le SED et la SMAD (l'administration militaire soviétique en Allemagne) créent la *Gesellschaft zum Studium der Kultur der Sowjetunion* (Société d'étude de la culture de l'union soviétique). Le terme de « culture » trahit la visée assez élitiste de cette société qui doit d'abord servir à gagner les intellectuels à la bonne cause. Le premier président, nommé d'office, est Jürgen Kuczynski, un communiste convaincu qui ne parle pas russe et revient d'une période d'exil en Angleterre. Kuczynski ne restera que trois ans à la tête de l'organisation. En 1950, il doit partir, pour des raisons qui ne sont pas complètement élucidées. Peut-être a-t-il été victime de la méfiance qui régnait envers les exilés revenus d'Europe de l'Ouest, tout comme de l'antisémitisme soviétique. Son départ correspond en tout état de fait à un changement d'orientation de la DSF. Kuczynski était un intellectuel qui mettait avant tout l'accent sur la culture et ne correspondait plus au profil du président d'une organisation de masse dirigée par le SED.

Dès 1949, l'association change de nom pour devenir la *Gesellschaft für Deutsch-Sowjetische Freundschaft*, d'où disparaît le terme de « culture ». En 1947, elle compte environ 2000 membres, essentiellement des intellectuels. En 1948, elle fait état de 36000 membres, en avril

¹ Il n'existe actuellement que deux ouvrages sur le sujet. L'un d'entre eux, *Die Gesellschaft für Deutsch-Sowjetische Freundschaft*, de Anneli Hartmann et Wolfram Eggeling (Akademie Verlag, 1993, Berlin) a été rédigé avant le libre accès aux archives. Lothar Dralle, spécialiste des chevaliers de l'ordre teutonique, auteur de l'autre ouvrage, *Von der Sowjetunion lernen... Zur Geschichte der Gesellschaft für Deutsch-Sowjetische Freundschaft*, n'a pu avoir accès aux archives postérieures à 1960.

² C'est ainsi que j'abrégérai, à la manière des Allemands de l'Est eux-mêmes, le nom de la Gesellschaft für Deutsch-Sowjetische Freundschaft

1949, de 80 000 et de 2 millions au début de 1951. L'objectif statistique non dissimulé est d'obtenir une meilleure représentation des ouvriers, qui forment 45% des membres en 1950/51. L'adhésion devient de plus en plus un acte collectif. Par exemple, lors du « Mois de l'Amitié » (il s'agit bien entendu de l'amitié avec l'Union Soviétique) de 1950, les 322 étudiants de la Faculté des Ouvriers et Paysans (ABF) de Greifswald adhèrent à la DSF, ainsi que tous les mineurs de l'entreprise Wismut (gérée par l'URSS).

Un témoin raconte son adhésion : « *En 1951, lorsque je suis entré au collège, j'ai été accepté à la DSF, c'était plus ou moins un acte rituel. Je me souviens très bien du jour de l'adhésion, c'était fait de façon très sympathique. Les grands de la 12^{ème} classe (j'étais en 9^{ème} classe) nous ont invité à une soirée et nous ont raconté ce qu'ils faisaient à la DSF. A la fin de la soirée, nous avons signé nos formulaires d'adhésion. On peut bien sûr considérer que c'est une manipulation, mais l'Eglise agit de même et toute organisation le fait. Je ne peux pas dire que l'on m'ait obligé à entrer à la DSF.* »³ Cette inflation du nombre théorique d'adhérents va aboutir à ce que dans les années 80, un tiers de la population est-allemande, soit 6 à 6,5 millions de personnes, sont comptabilisées parmi les adhérents de la DSF. Dans toutes les organisations de masse de la RDA, le nombre d'adhérents devait augmenter chaque année. « *Le pourcentage ne devait cesser d'augmenter. On disait souvent pour rire : 'On va bientôt dépasser les 100%, qu'est-ce qu'on fera après ?'* »⁴.

La structure définitive de la DSF, ainsi mise en place au milieu des années 50, variera peu jusqu'en 1989. De 1978 à 1989, Erich Mückenberger, membre du Comité Central du SED, est le président immobiliste de l'organisation, assurant la main mise totale du Parti sur la DSF jusqu'à la fin de la RDA. Après 1986, certains membres espéraient pourtant que la DSF pourrait mieux faire connaître la nouvelle politique de Gorbatchev. Il n'en fut cependant rien. Quels étaient donc la structure, les moyens d'action de la DSF ? Tout un appareil avait été mis en place pour recruter de nouveaux membres et proposer des activités aux adhérents. Citons les divers « groupes d'études », les « groupes d'entreprises » (qui étudiaient les méthodes de travail soviétiques...), les activités des maisons de la culture soviétique (32 en 1989), les stages de formation pour les permanents de la DSF (soit 1700 personnes en 1989), le mois de l'amitié germano-soviétique, l'existence d'une maison d'édition spécifique, *Kultur und Fortschritt* (Culture et progrès), de revues et publications (*Die Neue Gesellschaft* – La Société Nouvelle, *Die Friedenspost* – le messager de la paix, *Sowjetwissenschaft* – Science soviétique).

L'adhésion à la DSF était cependant loin d'être assimilée par la population à un credo politique. A l'inverse, elle représentait l'acte politique minimal d'adhésion à la RDA. Elle était ainsi choisie non pour ses objectifs propres, mais par défaut, pour suppléer à l'absence d'adhésion au SED ou à une organisation plus politique.

A la fin des années 80, la révolte gronde à la base. Les adhérents demandent des comptes quant à l'utilisation de leurs cotisations, ou quant à l'interdiction en RDA en 1987 de la publication soviétique *Sputnik*. Sous la pression, Mückenberger annonce sa démission en novembre 1989. Un congrès extraordinaire est prévu pour janvier 1990. Contre toute attente, une sorte de putsch de la base a lieu à cette occasion : un pasteur, Cyril Pech, est élu président et chargé de la démocratisation de l'association. Comme toutes les organisations de masse, la DSF disposait d'un certain capital dont le statu juridique devait être revu après l'unification. En 1990, elle possédait 90 millions de marks de RDA, 32 maisons de la culture et employait 1700 fonctionnaires. Elle fut d'abord transformée en SARL, puis dut renoncer à son capital

³ Entretien du 23 avril 1999 avec C.P. à Berlin, ancien dirigeant de la DSF.

⁴ Entretien du 23 avril 1999 à Berlin avec R.P., ancien membre actif de la DSF.

immobilier pour devenir en 1992 *Brücken nach Osten* (Ponts vers l'Est), une structure administrée par une commission indépendante. Celle-ci donne finalement naissance en 1994 à une fondation (*Stiftung*) sous le nom de *Stiftung für west-östliche Begegnungen* (Fondation pour les rencontres entre l'Est et l'Ouest), avec un capital de départ de 25 millions de deutschmarks. La DSF, quant à elle, n'a été officiellement liquidée qu'en avril 1999. Lorsqu'en 1990, les quinze *Bezirke* (circonscriptions) de la RDA ont été transformées en cinq Länder, l'ancienne DSF s'est éparpillée en structures régionales d'amitié avec l'URSS, puis la Russie. Ces associations qui existent encore dans les cinq nouveaux Länder portent toutes des noms différents (à Berlin, elle s'intitule *Berliner Freunde der Völker Russlands*, Amis berlinois des peuples de Russie).

Intérêt d'une approche biographique.

Pour cerner les aspects qui n'apparaissent pas ou peu à la lecture des archives, il semble nécessaire de repenser la place d'une organisation telle que la DSF dans le vécu des Allemands de l'Est, ou du moins de ceux qui y ont pris une part active et qui voient aujourd'hui qu'un pan entier de leur biographie ne bénéficie plus d'aucune reconnaissance sociale. Pour ce faire, j'ai réalisé une vingtaine d'entretiens à Berlin et Potsdam en 1999 et 2000. En effet, ces entretiens n'avaient pas pour objectif d'embrasser toute une existence, mais leur propos était centré sur les relations germano-soviétiques et leur importance dans la vie de la personne interrogée. Cependant, cet aspect suffit à lui seul à constituer un « monde social ». Ces entretiens, même s'ils furent parfois courts, se sont déroulés dans des circonstances favorables puisque l'enquêtrice n'était pas Allemande de l'Ouest. Ce fut certainement décisif pour certaines personnes classées « staatsnah » (c'est à dire trop proches du système politique de la RDA) par le système politique ouest-allemand - à ce titre elles ont dû subir certaines brimades comme une diminution du montant de leur retraite.

Le nombre d'entretiens réalisés ne permet certes pas de prétendre rendre compte intégralement de l'histoire de la DSF. Ceux-ci s'inscrivent plutôt, à travers des récits de destins individuels, dans une histoire des mentalités. Ils m'ont mise en mesure d'établir une typologie grossière des adhérents actifs de la DSF, rencontrés à une époque de leur vie marquée par un double deuil, d'une part celui qui est lié à la perte de la RDA et d'autre part celui qui a accompagné la disparition de l'URSS.

L'échantillon de personnes interrogées a été constitué par l'intermédiaire des associations régionales qui ont pris le relais de la DSF à Berlin et à Potsdam. L'étude de cet échantillon montre qu'il se caractérise par une grande homogénéité. Le premier facteur d'homogénéité est celui de l'âge. Si la DSF comptait 6 millions d'adhérents à la fin des années 80, on peut penser que toutes les générations y étaient représentées. Or seuls les adhérents les plus âgés sont restés fidèles à leur engagement : tous étaient âgés de 61 à 85 ans au moment de l'entretien (nés entre 1915 et 1939). Leur moyenne d'âge était de 70 ans. Les hommes étaient deux fois plus représentés que les femmes (7 femmes, 12 hommes).

L'échantillon de personnes interrogées est également assez homogène de par leur origine sociale modeste, si l'on prend comme référence la profession exercée par les parents. Plusieurs d'entre eux ont été tôt orphelins. La plupart sont nés de parents ouvriers, paysans, artisans (un charpentier), femme de ménage, de « gens simples », pour reprendre l'expression utilisée par plusieurs d'entre eux. Une minorité d'entre eux ont eu un père faisant partie des intellectuels du KPD : un inspecteur des écoles, un instituteur, un député tchèque allemand du KDP. Cependant, les opinions politiques des parents ne semblent pas avoir été déterminantes pour le choix de vie des enfants : on compte seulement trois enfants de communistes, et trois enfants de sociaux-démocrates (les parents de l'un d'eux ne parlaient pas de politique avec

leurs enfants). Les parents des deux tiers des personnes interrogées n'étaient pas membres d'un parti politique ou du moins ni du SPD, ni du KPD ...

Tous ont adhéré à la DSF à la même époque, c'est-à-dire dans les années 50. Ils ont donc été confrontés à l'histoire de la DSF sur toute sa durée. Les débuts de la RDA correspondent à l'époque de leur jeunesse, ou du moins à une époque de leur existence porteuse de grands espoirs. Seule une personne interrogée n'a pas fait d'études. Le cursus de plusieurs autres est typiquement celui des cadres de la RDA bénéficiant d'une formation continue, par exemple à l'école supérieure du Parti à Moscou.

Quel que soit son déroulement, l'événement déterminant pour la majorité d'entre eux a été la guerre et donc l'occupation soviétique, ou, pour trois d'entre eux, la captivité de leur père en URSS pendant ou après la guerre. Le père de l'un d'entre eux a été porté disparu sur le front de l'Est.

La façon dont la guerre a été vécue permet d'ailleurs de distinguer deux groupes très différents, correspondant à deux générations distinctes (il y a 24 ans d'écart entre le plus jeune et le plus âgé). On distingue d'une part ceux qui étaient âgés d'au moins 15 ans en 1945 et qui ont vécu la guerre consciemment, d'autre part ceux qui étaient des enfants pendant cette période. Pour les premiers, l'expérience de la guerre a été déterminante dans leurs rapports avec l'URSS, liés à leur réflexion sur le nazisme. Une minorité d'entre eux a vécu la guerre en URSS où leurs parents avaient émigré. Les seconds appartiennent à la génération de la reconstruction (*Aufbaugeneration*), qui se réfère à la guerre sans l'avoir réellement vécue de façon consciente.

Enfin il faut souligner que l'échantillon reflète le caractère très interculturel de la DSF. En effet, deux femmes interrogées sont d'origine russe, deux Allemands ont vécu toute leur jeunesse en URSS, un autre est issu d'une famille juive tchèque, un autre encore est sorabe, trois hommes allemands vivent avec des femmes russes.

Evoquons ici quelques exemples de destinées qui permettent d'aborder l'ensemble complexe constitué par les relations germano-soviétiques au cours du XXème siècle.

L'engagement paradoxal : lorsque l'ennemi devient ami.

Pour le premier groupe étudié, l'engagement en faveur de l'amitié germano-soviétique n'est ni spontané, ni naturel. Il fait toujours l'objet d'un effort conscient ou a été imposé par des circonstances biographiques particulières. Chez plusieurs personnes interrogées, l'engagement est né d'un profond traumatisme qu'il les a aidées à surmonter.

Le destin des communistes allemands exilés en URSS.

Parmi les militants les plus âgés de la DSF, on retrouve des communistes allemands qui, fuyant le nazisme, sont partis s'exiler en URSS dans les années 1930. A partir de 1937/38 et surtout pendant la période du Pacte germano-soviétique, ces hommes et ces femmes ont en majorité été soupçonnés d'être des espions et ont subi les purges staliniennes qui les ont envoyés au Goulag et souvent à la mort. Même après de longs séjours en camp, nombreux sont ceux qui ont choisi de « rentrer » en R.D.A dans les années 1950, après leur réhabilitation à l'ère khrouchtchévienne. Souvent tenus au secret pour ne pas nuire à la Cause révolutionnaire, ils se sont tus pendant toute l'existence de la RDA et ont parfois été des

piliers de la DSF. L'unification de 1990 a délié les langues et on a vu fleurir les publications de souvenirs et les travaux scientifiques sur ce sujet⁵.

W.R., rencontré à Potsdam, est né en 1915, dans une famille d'intellectuels communistes. Son père, professeur de lycée, ne put plus exercer sa profession après 1933. A l'âge de 18 ans, W.R. et son frère cadet sont envoyés en URSS, où ils sont rejoints en 1934 par leurs parents. Il est parfaitement assimilé à sa patrie d'adoption, il devient citoyen soviétique, il fait des études, travaille comme radiologue, jusqu'à ce jour de 1941 où le NKWD vient le chercher. Il est condamné à 10 ans de camp en Sibérie, puis y est assigné à résidence. Il ne sera réhabilité qu'en 1955 et émigre en 1956 en RDA avec son épouse russe. L'une des premières démarches qu'il entreprend est de devenir membre de la DSF :

J'ai tout de suite adhéré. J'ai beaucoup servi d'interprète. C'était très important, car en Allemagne on ne parlait pas beaucoup russe. J'ai par exemple accompagné plusieurs tournées de grands ensembles en RDA. J'ai rapporté d'Union Soviétique tous les négatifs de photos que j'avais, j'ai fait beaucoup d'expositions. Nous sommes retournés tous les ans en URSS. J'ai aussi donné des cours de russe. On y parlait beaucoup de l'Union Soviétique, à l'exception, je dois le dire, de la période passée en camp. (...)

AMP Aviez-vous l'impression que l'on ne souhaitait pas que vous parliez de cette époque ?

Il faut voir les choses autrement. D'abord, c'est tellement monstrueux, que la personne qui n'a pas vécu cela ne peut le comprendre. Ensuite, chaque personne civilisée doit se poser la question : à quoi bon ? Si tu commences à raconter, gratuitement, cela semble tout à fait irrationnel. Ma propre mère m'a demandé : qu'est-ce que tu avais fait pour aller en camp ? Elle devait savoir quel fils elle avait élevé.(...) Lorsqu'on a été si profondément pris là-dedans, on ne peut en parler qu'avec des gens en qui on a totalement confiance. Parce que c'est un traumatisme de l'esprit dont on n'aime pas parler avec n'importe qui.

I.R. (son épouse) Nous ne voulions pas qu'on ait pitié de nous.

W.R. Oui, c'est exactement ça.

A.M.P. Du point de vue politique officiel, ce que vous aviez vécu n'existait pas. Comment acceptiez-vous cela ?

W.R. Il y avait encore - vous allez sourire - un sentiment de responsabilité face au processus révolutionnaire, auquel mes récits sur les camps auraient pu nuire. Ce sentiment avait encore tant d'importance que l'on s'est dit : il vaut mieux ne pas en parler.

⁵ Citons tout d'abord l'ouvrage *In den Fängen des NKWD, Deutsche Opfer des stalinistischen Terrors in der UdSSR*, Berlin, Dietz, 1991, 392 p. Il comporte un index utile. Voir aussi la thèse de Carola Tischler, *Flucht in die Verfolgung, Deutsche Emigranten im sowjetischen Exil 1933 bis 1945*, Lit Verlag Münster, 1996, 278 p. Parmi les témoignages : Elfriede Brüning, *Lästige Zeugen ? Tonbandgespräche mit Opfern der Stalinzeit*, Mitteldeutscher Verlag, Halle/Leipzig, 1990, 158 p. Helmut Damerius, *Unter falscher Anschuldigung, 18 Jahre in Taiga und Steppe*, Aufbau, Berlin, 1990, 366 p. Meinhard Stark (Hg.) « Wenn Du willst Deine Ruhe haben, schweige », *Deutsche Frauenbiographien des Stalinismus*, Klartext Verlag, Essen, 1991, 254 p. Nathan Steinberger, *Berlin, Moskau, Kolyma und zurück, Ein biographisches Gespräch über Stalinismus und Antistalinismus mit Barbara Broggini*, ID-Archiv, Berlin-Amsterdam, 1996, 142 p. Mentionnons enfin le roman de Karl-Heinz Jakobs, *Leben und Sterben der Rubina*, Das Neue Berlin, 1999, 398 p.

W.R. fut l'un des plus jeunes adultes exilé volontaire en URSS. D'autres personnes rencontrées lors de mes entretiens sont des enfants de communistes exilés en URSS. Telle T.G., née en 1931 en URSS. Son père, professeur au chômage, était parti en 1929 en URSS. Après 1933, il devint directeur de l'école Karl-Liebknecht de Moscou, destinée aux enfants des émigrés politiques allemands et autrichiens. En 1937, il fut arrêté et envoyé en camp où il mourut en 1946. En 1941, sa mère fut également emprisonnée dans un camp de travail. Elle raconte son enfance :

Alors on m'a, comment dire, simplement laissée dans la rue (...) Une femme russe très simple qui avait elle même trois enfants, son mari et ses deux frères étaient sur le front à Stalingrad. Elle m'a recueillie, elle savait que j'étais une enfant allemande et fille de l'ennemi du peuple. C'était une femme extraordinaire qui savait à peine lire et écrire (...). Cette femme m'a pour ainsi dire élevée pendant trois ans et m'a nourrie, et tout ce qu'elle avait, le peu de chose qu'elle avait, elle l'a partagé entre ses trois enfants et moi, donc elle m'a traité comme sa propre fille et elle m'a toujours dit : « Ne crois pas que ton père était un ennemi, il était certainement bon et honnête », c'est ce qu'elle m'a dit et jamais je ne l'oublierai, elle m'a pour ainsi dire sauvée et elle a toujours parlé ainsi de mon père, même lorsque son mari est tombé à Stalingrad en 1943, et ses deux frères aussi. Je détestais les Allemands, je dois le dire et le peu d'allemand que j'avais appris pendant mon enfance, je me suis fait violence pour l'oublier et je voulais être russe.

Sa mère revient enfin de camp après guerre et la mère et la fille arrivent en RDA en 1950.

T. G. : Et maintenant je vais vous raconter quelque chose que presque personne ne peut comprendre. Lorsqu'en 1951, les premières délégations d'étudiants de RDA sont parties faire des études à Moscou et à Leningrad, moi et un groupe de jeunes qui avaient eu un destin semblable au mien, nous sommes allés voir Ulbricht et nous lui avons demandé de pouvoir faire partie de cette délégation. Staline était encore en vie, mais je n'ai pas pensé une seconde à ce qui pouvait m'arriver. J'étais contente de pouvoir à nouveau vivre là-bas, à Moscou, et y faire des études.

T.G. passe 4 ans à Moscou, et, après avoir hésité à contracter un mariage blanc pour y rester, elle rentre en RDA où elle devient professeur de russe. Elle adhère immédiatement à la DSF et convainc des générations d'élèves de faire de même.

Aujourd'hui encore, ce pays est le mien. J'y suis née, j'y ai grandi et tout ce que j'ai, mon savoir, mon attitude face à l'être humain, tout vient de là-bas.

Elle distingue nettement les dirigeants soviétiques du peuple, le système des gens, ce qui constitue un leitmotiv de plusieurs entretiens.

Pour moi, Staline n'était pas l'Union Soviétique, mais c'était les gens là-bas et pour moi, aujourd'hui encore, ça m'est égal de savoir qui gouverne. Ce n'est pas le peuple pour moi, parce que moi, j'ai connu le peuple d'en bas, avec ces gens simples et mes amies. En Allemagne, je n'ai jamais rencontré de gens aussi bons et généreux. Ce qui compte pour moi là-bas, ce sont les gens, et la culture de ce pays.

Les deux biographies qui viennent d'être évoquées décrivent des parcours typiques de pionniers de la DSF. L'acceptation de l'URSS comme modèle était alors encore limitée dans la population et seuls des Allemands qui connaissaient ce pays de très près pouvaient jouer le

rôle de médiateurs culturels. Or, s'être trouvé en URSS pendant la guerre signifiait être communiste et donc soit avoir été soi-même victime des purges staliniennes, soit en avoir été complice. L'attitude d'un militant de la DSF revenant d'URSS dans les années 1950 comportait obligatoirement une part de schizophrénie, que les deux personnes évoquées ci-dessus ont assumée en se référant à une cause politique idéale qui dépassait le cadre de leur propre destin.

Les nazis convertis par la guerre.

A cause de la guerre, la découverte de l'URSS n'a pas été le seul fait des communistes exilés. Elle a été une expérience importante – parfois fatale – subie par de nombreux Allemands enrôlés dans la Wehrmacht.

R.W., jeune soldat, a 19 ans à la fin de la guerre et il a perdu une jambe. Cette amputation est pour lui le point de départ d'une réflexion, d'une réelle conversion. R.W. se défend d'avoir été un membre passif et opportuniste de la DSF comme l'ont été tant d'autres :

Pour moi, tout a commencé différemment. Je suis né en 1924, j'ai grandi avec le fascisme. Je n'ai pas été élevé ainsi, mes parents étaient tous les deux sociaux-démocrates, mais pour des raisons que l'on comprend aujourd'hui, ils n'avaient aucune discussion politique avec nous, les enfants. A l'époque, j'étais sans défense, on était influencé par l'école et par les Jeunesses Hitlériennes. Je n'étais en aucun cas un adversaire du fascisme et des nazis, j'ai suivi le mouvement. Disons même que j'avais l'intention de me porter volontaire pour la Luftwaffe à la Wehrmacht, et mes parents m'en ont empêché, je n'avais alors que 16 ans. J'ai appris mon métier de typographe et je l'ai exercé jusqu'en 1940. En octobre 1940, j'ai été brusquement réquisitionné comme mécanicien sur l'aéroport de Grossenhain. (...) . Ensuite j'ai été enrôlé dans la Wehrmacht, j'ai été formé et en mai 1943 je suis parti en Russie sur le front de l'Est. Le 24 août 1943 – cela faisait à peine trois mois que j'étais à l'armée – j'ai été blessé près de Koursk et cette blessure a eu comme conséquence l'amputation de la jambe gauche. Bon, en tant qu'homme élevé dans l'esprit nazi, mes premières pensées furent à l'époque : « Maudits Russes, comment ont-ils pu me démolir la jambe comme ça ? ». Mais le cerveau humain est ainsi fait que l'on ne se contente pas de solutions faciles. On continue à réfléchir, on arrive à de nouvelles conclusions. Ils sont où, ces Russes, ces maudits Russes ? C'est pas eux qui sont venus à Grossenhain, c'est moi qui ai été transporté en Russie, comme soldat, l'arme à la main, je ne peux donc pas dire que je les condamne sans me poser la question : « Et toi, qu'est-ce que tu as fait ? ». Ou alors : « Qu'est-ce que tu as fait pour empêcher tout ça ? ». Toutes ces pensées me sont venues très vite et ont fait leur chemin jusqu'à la fin de la guerre ; ensuite, en RDA, la situation politique était de toutes façons tout à fait différente. Après, je me suis beaucoup intéressé à l'Union Soviétique, j'ai lu beaucoup sur ce pays et j'ai tiré profit de toutes les occasions pour en parler avec des gens, je me suis donc construit une image du monde tout à fait différente.

Ainsi R.W. est devenu après la guerre un partisan inconditionnel de l'URSS. Il ne parle pas russe et ne connaissait le pays que par des voyages touristiques qui lui en ont donné une image très idéaliste. Lui aussi insiste beaucoup sur le contact avec les gens plus qu'il ne fait l'éloge du système. Il considère cette vision de l'URSS comme une partie intégrante de sa biographie, à laquelle il n'a pas voulu renoncé après l'unification. Pendant toutes ses années

d'activité en tant que fonctionnaire de l'organisation syndicale, il a déployé beaucoup d'énergie pour faire connaître l'URSS dans son entreprise. Après 1990, il est resté membre de la nouvelle organisation :

J'ai dit que je continuais parce que c'est une partie de ma vie, je ne vais pas m'en séparer, c'est pourquoi je continue aujourd'hui encore bien que j'aie 75 ans.

Chez cet homme encore, un événement traumatique a été à l'origine d'un changement radical d'opinion sur l'URSS.

Un autre cas du même type est celui de nazis envoyés en camp de rééducation par les Soviétiques lors de la libération de l'Allemagne.

H.H. a suivi une trajectoire tout à fait particulière. Ancien petit fonctionnaire de la DSF, il nous livre ses souvenirs d'une rare précision. Ce fils d'un ouvrier et d'une femme de ménage apolitiques, né à Berlin en 1928, a 16 ans en 1944. Lui-même est membre actif des Jeunesses Hitlériennes. Il participe aux dernières opérations de résistance à l'Armée Rouge et au « Werwolf », en 1945.

H.H. et ses camarades sont chargés d'aider la population après les attaques aériennes et de guider les enfants seuls qui arrivent dans les trains de réfugiés. Par ailleurs, ils creusent un fossé destiné à gêner l'avancée des tanks soviétiques. Puis on leur distribue des armes, de la dynamite et des provisions pour qu'ils se battent jusqu'au bout contre l'Armée Rouge. Les jeunes Hitlériens se rencontrent une dernière fois :

Un chef des Jeunesses hitlériennes a fait un discours et il nous a dit que les plus âgés d'entre nous, ceux qui avaient plus de 18 ans, feraient mieux de se donner la mort car ils seraient tués de toutes façons. Et nous, les plus jeunes, qui n'avions que 16 ans, nous devons nous débrouiller pour rentrer chez nous et que, je cite, l'Allemagne aurait encore besoin de nous un jour. (...) Celui qui nous a dit ça a enfilé un uniforme de la Wehrmacht et il est parti en captivité, en tant que simple soldat.

Chacun reste le plus discret possible.

Je suis rentré chez moi, ma mère était très agitée : « Les Russes sont venus, ils veulent quelque chose et ils vont revenir ». Je n'avais pas l'impression d'avoir fait quelque chose de mal. C'était le 5 juin. J'ai attendu, et le soir ils sont revenus et ont dit : « C'est seulement pour deux heures d'interrogatoire, puis tu rentreras chez toi », et ces deux heures se sont transformées en huit ans et demi.(...) Je n'ai pu écrire à ma mère qu'en 1948 depuis la Sibérie.

En 1953, il a purgé sa peine et peut revenir à Berlin, en RDA.

L'image du monde que j'ai aujourd'hui vient de ce que j'ai vécu en captivité. Chez mes parents, je n'avais subi aucune influence fasciste. A l'école et pendant mon apprentissage, j'avais assimilé un peu l'idéologie fasciste. C'était mon rêve de devenir pilote. Lorsque la guerre s'est terminée, cela a d'abord signifié pour moi la destruction de ce rêve de jeunesse. En captivité, j'ai cherché toutes les occasions d'avoir des activités intellectuelles. (...) J'ai pu lire beaucoup de livres soviétiques en traduction allemande, j'ai vu beaucoup de films. Nous avons fait du théâtre ; je me suis intéressé à la politique. (...) J'ai fait partie du Comité antifasciste. (...). Je suis rentré chez moi avec une attitude fondamentalement antifasciste.

Comment son passé a-t-il été accueilli en RDA ?

Je n'ai pas conscience d'avoir eu la consigne de me taire. Mais je dois dire très franchement que je n'avais moi-même aucun intérêt à en parler. J'avais été privé de liberté pendant 8 ½ ans, j'avais 25 ans, je n'avais pas encore de bonne amie, j'avais envie de fonder un foyer, d'avoir un métier. Pour moi, tout était plus important que ce que j'avais derrière moi. J'ai refoulé, comme beaucoup d'autres. Les autorités n'aimaient pas que l'on en parle.

Les deux exemples qui viennent d'être exposés montrent que la DSF était prête, dès ses débuts, à accueillir des membres ayant fait les expériences les plus diverses de l'URSS et que la connaissance de l'URSS était sa priorité absolue, avant des considérations idéologiques qui jouaient un bien plus grand rôle dans d'autres organismes. Plusieurs personnes appartenant à cette première génération se définissent comme humanistes, plutôt que communistes.

L'arrivée d'une nouvelle génération d'adhérents allait changer le profil de l'organisation. Dorénavant, les tout jeunes membres étaient des esprits plus vierges qui vivraient leur jeunesse avec la RDA et pourraient adhérer sans réticences au monde nouveau qui les attendait.

La génération de la reconstruction : des militants convaincus.

L'engagement politique pour la RDA et l'engagement dans la DSF vont de pair pour ceux et celles qui sont nés dans les années 1930 et qui avaient une vingtaine d'année dans les années 1950. Ces engagements s'accompagnent aussi d'une ascension sociale caractéristique de ces années-là. Le regard qu'ils portent sur l'URSS porte la marque d'un grand enthousiasme et d'une soif de découverte dans un contexte d'optimisme social. « L'homme nouveau » est un ami de l'URSS.

Pour illustrer les espoirs et l'attente de cette génération, suivons les parcours de deux hommes d'âge semblable qui offrent des similitudes. R.P. est né en 1936, H.S. en 1935. Tous deux sont d'origine modeste. R.P., menuisier à l'origine, fut délégué à la Faculté des Paysans et Ouvriers puis choisi pour faire des études de commerce à Leningrad où il passa ainsi quatre ans de 1957 à 1961.

Vous a-t-on obligé à effectuer ces études à l'étranger ? Ou était-ce un honneur ?

R.P. C'était aussi un honneur. Nous avons passé le bac, puis on nous a attribué des places d'étudiants. Il y en avait à Moscou, à Leningrad, à Pékin, à Tirana, donc partout à l'étranger, et dans des disciplines très différentes : diplomatie, médecine, professions techniques. J'avais opté pour de l'économie et on m'a proposé des études de Connaissance des marchandises. (...) On aurait aussi pu dire non. C'est ce qui m'a vraiment attaché à l'Union Soviétique, aux Soviétiques, et j'ai ramené ma femme de là-bas.

H.S., quant à lui, est têt orphelin : son père meurt en captivité en URSS. Il est originaire du milieu rural du Mecklembourg. Très tôt, il adhère à la DSF, lorsqu'il est encore lycéen :

Je fréquentais alors le lycée Karl-Marx de Malchin au Mecklembourg. Un jour, un représentant de la FDJ est venu vers moi et m'a dit : « Dis donc, est-ce que tu as déjà une fonction ? » « Non ». Il m'a alors fait comprendre qu'il fallait créer une structure pour la DSF dans notre lycée et que ce sont les lycéens eux-mêmes qui devaient commencer, en s'appuyant sur la FDJ. Après quelques hésitations, j'ai pensé que je pouvais essayer. C'est ainsi que du jour au lendemain on devenait président de l'unité de base de la Société d'Amitié

germano-soviétique du lycée Karl Marx de Malchin. Je m'étais toujours intéressé à la littérature soviétique, j'ai beaucoup lu. Au Mecklembourg j'avais vécu dans une petite ville et un village et après 1945 j'allais à la bibliothèque municipale pour emprunter des livres. Il y avait beaucoup de littérature soviétique, c'est pourquoi j'avais une certaine idée du sujet.

H.S. entreprend des études d'histoire, devient même spécialiste de l'histoire du PCUS, mais il ne connaîtra l'URSS qu'à l'âge de 25 ans en 1960. Il aurait pourtant aimé faire des études en URSS, mais :

Lorsque j'ai commencé mes études en septembre 1954, j'ai été convoqué à la direction du Parti de l'université. J'étais déjà devenu membre du SED lorsque j'étais lycéen, à la mort de Staline. On m'a alors dit que l'on avait des projets pour moi, puis on m'a posé des questions sur ma famille, mais comme à cette époque, trois de mes frères et sœurs vivaient en Allemagne de l'Ouest, on m'a dit merci, ce n'est pas la peine de prolonger cette discussion, ta situation familiale est telle qu'il n'est pas question pour toi de faire des études en Union Soviétique. Et ainsi la question a été réglée.

Les deux hommes ont adhéré très tôt au SED, puis sont devenus membres du PDS en 1990 (H.S. ne l'est plus depuis 1992). Tous les deux ont occupé des fonctions officielles de secrétaire local dans la DSF des années 1980. Pour eux deux, l'adhésion à la DSF dans les années 1950 allait de soi, n'était le résultat ni d'une réflexion approfondie, ni d'un effort particulier. Mais elle était une adhésion parmi d'autres. Cet engagement pour l'amitié germano-soviétique ne faisait que s'ajouter à de multiples fonctions politiques (SED, syndicat, FDJ, GST – Société pour le sport et la technique). Elle est donc loin d'être un simple alibi social. Les deux hommes ont une réelle connaissance de l'URSS – H.S. s'est souvent rendu en URSS en tant qu'historien du PCUS, R.P. y a sa belle-famille.

Dans leur cas, un engagement qui était initialement surtout de nature politique s'est approfondi en devenant plus personnel. Lutz Niethammer remarquait à la suite d'entretiens qu'il a eus avec des Allemands de RDA dans les années 1980 : « *En RDA, beaucoup de gens racontent qu'ils ont changé d'avis sur les Russes à l'occasion d'expériences personnelles, en particulier lorsqu'ils ont rencontré une cordialité étonnante lors de voyages en Union Soviétique dans les années 1950 ou d'échanges de délégations d'entreprises* »⁶.

Cette conversion grâce aux incitations du régime de la RDA est ici le fait d'adhérents de base qui ont manifesté un intérêt personnel pour l'URSS. Tout autre est le parcours des fonctionnaires employés par la DSF.

Les fonctionnaires de la DSF, gestionnaires de l'amitié.

A l'inverse des membres de la base dont il a été question jusqu'ici, les fonctionnaires de la DSF exerçant des fonctions de responsabilités n'ont pas été choisis pour leurs affinités avec l'URSS. Nous avons vu que la DSF était devenue dans les années 1950 une organisation de masse contrôlée par le SED, en particulier lorsqu'il s'agissait d'en nommer les dirigeants et les cadres. Malgré tout, la DSF n'était pas l'organisation qui était de la plus grande importance politique stratégique. Aussi l'on ne trouve pas de personnalité de premier plan dans ses rangs, et elle a souvent été un organe de promotion des femmes.

⁶ « Juden und Russen im Gedächtnis der Deutschen », in : *Der historische Ort des Nationalsozialismus*, Hg. Walter H. Pehle, Fischer, Frankfurt, 1990.

J.S., née en 1937, à l'origine ingénieur en techniques économiques, a été secrétaire de la DSF aux affaires culturelles de 1979 à 1989. Son parcours est celui d'une femme promue dans les différentes organisations de masse et passant indifféremment de l'une à l'autre (FDJ, Comité central du SED, DSF). Un leitmotiv se dessine dans son récit : l'impression de n'avoir pas été maître de son destin. Dans le même temps, elle essaie de se persuader, pour donner sens à son existence, que les choix qui lui ont été imposés correspondaient à ses aspirations.

En RDA, on n'a pas toujours tenu compte des souhaits personnels des gens pour leur attribuer une fonction. La plupart du temps, tout était prévu d'avance, d'autres ont décidé, mais cela ne me dérangeait pas, cela correspondait à mon désir personnel, à mes sentiments personnels et à mon attitude profonde. On a toujours dit chez nous, l'amitié germano-soviétique est une affaire de cœur, et il en était ainsi pour la plupart des gens, c'était aussi pour moi comme ça.

Entrée au SED à 18 ans⁷, Jutta S. fait des études d'ingénieur en techniques économiques de 1957 à 1960. Sa sœur fait des études en URSS et épouse un Soviétique.

Puis le Parti a décidé (et je vous dit que ce n'était pas moi qui voulait) que je serais secrétaire de district de la FDJ à Erfurt.

J.S. continue d'exercer à la fois sa profession d'ingénieur et ses fonctions politiques à la FDJ. Elle devient célèbre :

J'ai été connue même au Politbüro parce que j'ai trouvé comment passer de la norme DIN à la norme Gos, la norme soviétique, pour les machines à écrire. En 1961, il y a eu cet embargo. La Suède et la France y ont participé et nous avons dû nous adapter au matériel soviétique. J'ai alors dirigé un cercle de travail sur ce sujet dans mon entreprise, et j'ai réussi. A 24 ans, j'ai obtenu la plus haute distinction pour une femme, la médaille Clara Zetkin de bronze. J'ai eu ma photo dans tous les journaux.

A cause de cette notoriété, le Parti lui impose de travailler à plein temps pour la FDJ et d'abandonner son travail en entreprise. En 1967, elle est déléguée à l'Ecole supérieure du Parti, d'où elle sort diplômée en « sciences sociales » (c'est-à-dire en marxisme-léninisme). A la suite de cela, elle est collaboratrice du Comité Central dans le département chargé de la jeunesse, qu'elle doit quitter en 1979 en raison de son âge. C'est alors qu'elle devient chef du département de la culture auprès de la direction de la DSF.

C'était vraiment un travail intéressant, et les relations culturelles étaient la partie la plus intéressante de toutes les relations politiques. Il existait des groupes de travail pour les beaux-arts, pour la littérature, pour la musique, le cinéma, ils étaient formés par des experts, des écrivains, des peintres, qui faisaient des propositions sur la manière de propager l'art et la culture soviétique en RDA. Tous les ans, il y avait le festival du film soviétique en octobre, et les journées du livre soviétique. On montrait des films soviétiques qui n'étaient pas encore sortis en salle. Cela constituait vraiment des jours très importants pour la société et la vie quotidienne en RDA.

Fin 1989, J.S. vit la dernière période de la DSF, connaît le chômage puis trouve un emploi dans une association culturelle se consacrant à l'histoire de Berlin. Dans son récit

⁷ *Personne n'était membre du Parti dans ma famille, ni mes grands-parents, ni mes parents et personne dans ma famille ne m'a poussé à le faire, mais en quelque sorte, cela allait avec tout le reste, j'étais ouverte à tout ce qui était nouveau, j'étais devenue adulte dans cette période révolutionnaire, et je n'avais rien connu d'autre. Tout allait de soi.*

biographique, elle souligne que son engagement a été la marque de toute une génération. En cela, ses propos se rapprochent de ceux des hommes précédents. Elle note aussi que dans toutes ses activités, elle a été en contact naturel avec l'URSS : « *Ce n'était pas quelque chose de spécial à l'époque* ».

La fin d'une époque.

Les personnes interrogées sont presque toutes à la retraite, confrontées aux difficultés générales des retraités de l'ex-RDA, mais aussi à une situation résultant de leur parcours de vie particulier.

Outre les fonctionnaires de la DSF, certains témoins ici présentés ont été classés après l'unification dans la catégorie des « Staatsnahe », et plusieurs d'entre elles ont été brimées dans le calcul du montant de leur retraite. Cependant, la loi du 1^{er} janvier 1998 a apporté une réduction importante de la notion de « staatsnah ». Les témoignages ne vont pas tous dans le même sens :

A.K. : Mon mari était magistrat, aujourd'hui encore il n'a pas sa retraite complète, et moi je travaillais au syndicat, et ma retraite n'a été améliorée que l'an dernier.

E.R. : J'ai été puni, mais c'est de bon ton dans cet Etat. J'ai perdu quatre ans de retraite.

R.W. : Sur ce chapitre, je n'ai vraiment pas quoi me plaindre, même si j'ai porté plainte auprès du tribunal, comme beaucoup d'autres aussi, parce qu'on avait réduit ma retraite. (...) J'ai une assez bonne retraite parce que je peux justifier de 40 ans d'activité et de plus, dans mon cas, je perçois maintenant une retraite non négligeable de victime de guerre. (...) Bien sûr, je n'ai aucune raison de me plaindre, mais, bien sûr, cela m'énerve aussi qu'ils aient réduit nos droits acquis en RDA.

Ce sentiment de frustration va de pair avec un engagement politique encore très fort. La majorité des personnes interrogées étaient membre du SED et certaines sont devenues membres du PDS après l'unification, ou du moins se déclarent « sympathisantes » de ce parti. La sympathie pour le PDS, même de la part de ces électeurs, n'est cependant pas absolue. On note même une méfiance générale envers tout parti, le PDS apparaissant comme le moindre mal.

Pour certains pourtant, cette adhésion va toujours de soi. Plusieurs personnes interrogées résident à Berlin dans des immeubles neufs autrefois réservés aux fidèles de la RDA. J.S. habite dans un grand immeuble de l'ancienne Place Lénine, un fief du PDS : « *Dans l'immeuble, nous sommes 50* » (membres du PDS). Mais un tel engagement militant est rare : plusieurs témoins considèrent que leur engagement dans la structure associative ayant succédé à la DSF est plus importante. H.H. déclare même : « *Mon parti, c'est l'association* ». Cet engagement s'accompagne d'un fort investissement affectif : une association est une structure plus petite qu'un parti politique, le public des adhérents en est plus homogène, on s'y retrouve entre soi.

Mais cette structure sécurisante disparaîtra probablement avec cette dernière génération d'adhérents. Dans les entretiens, une majorité d'adhérents déplorent la faible représentation, voire l'absence des jeunes générations dans leurs rangs. Lorsque l'entretien devient plus personnel et qu'il est question de la transmission d'un héritage à leurs propres enfants, ces

anciens militants font part de leurs regrets face au total désintéret de leurs enfants pour l'ex-URSS. Dans le meilleur des cas, certains enfants soutiennent l'action de leurs parents ou les encouragent, mais sans se sentir eux-mêmes très concernés par l'action humanitaire d'un « club de troisième âge ». En termes économiques, la Russie n'est plus attractive, et la situation économique des nouveaux Länder est telle qu'elle ne laisse plus de place à un engagement gratuit, comme le dit R.W. :

R.W. : C'est là où le bât blesse, c'est le handicap de notre association. Pour moi, c'était autrefois une possibilité de réaliser mes idées, mes souhaits. J'ai vu en l'Union Soviétique un progrès pour l'humanité. Que dire aujourd'hui aux jeunes gens à propos de la Russie ? On lit dans le journal « La Russie est en faillite », etc...etc...(...) Ce qui est grave chez nous, c'est que tous les efforts sont tournés vers un seul but « Il faut que je conserve mon emploi ». Et quand on pense à nos petits-enfants – nous avons déjà un petit-fils de 30 ans – c'est aussi la même chose : « Mon emploi, fout moi la paix avec la politique ». C'est comme ça, ça changera sûrement un jour. Cette période de stagnation, chez nous, dans les nouveaux Länder, elle durera encore longtemps, et ce ne sont pas mes enfants, mais tout au plus mes petits-enfants, mes arrière-petits-enfants qui auront une toute autre relation à l'Union Soviétique. Mais malheureusement, dans le cas de mes enfants, c'est comme ça. Ils savent que je suis très actif en ce domaine et ils l'acceptent, mais si je leur dis, viens avec nous, je ne peux pas les décider. Ils n'ont pas de liens avec le pays. Moi, j'en ai parce que je suis personnellement concerné.

Etant donné leur âge, les personnes interrogées sont en train d'accomplir leur travail de mémoire, de mise en ordre d'une vie. Des raisons très concrètes leur permettent d'approfondir l'image de leur existence : accès à de nouveaux documents (concernant le goulag, la captivité et le décès des pères en URSS), voyages (en ex-URSS, à l'Ouest). Dans leur bilan personnel des activités de la DSF, elles évoquent souvent la question de « l'amitié de commande » (« *verordnete Freundschaft* ») que la DSF aurait eu pour mission de promulguer. Cette formule est contredite par toutes. Horst H. distingue clairement le projet politique général du projet individuel que pouvait représenter une action au sein de la DSF, qui apparaît ainsi elle aussi comme une pourvoyeuse de niches dans la société de RDA. Selon lui, le travail à la base restait possible. Les associations actuelles réduisent d'ailleurs leur travail à cet aspect : les relations interpersonnelles seront les derniers vestiges de quarante ans d'une amitié germano-soviétique gérée à grande échelle :

R.P., l'un des responsables de l'actuelle association berlinoise voit ainsi leur avenir : *Il faut distinguer les relations officielles qui sont actuellement assez compromises, des relations humaines qui sont notre objectif principal, puisque nous ne pouvons pas du tout intervenir officiellement.* Il cite aussi une parole récente de l'ambassadeur de Russie en RFA : « *Mieux vaut une amitié de commande qu'une hostilité de commande* ».